

**Convention E.P.S. pour la mise à disposition d’intervenants extérieurs professionnels agréés**

**par une structure partenaire**

*Références :*

*- décret n°2017-766 du 4 mai 2017 relatif à l’agrément des intervenants extérieurs aux activités physiques et sportives*

*- circulaire interministérielle n°2017-116 du 6 octobre 2017 relative à l’encadrement des activités physiques et sportives*

**Cadre juridique**

**Extraits du B.O n°34 du 12-10-2017, circulaire n°2017-116 du 6 octobre 2017**

La mise à disposition récurrente de professionnels agréés fait l'objet d'une convention liant les services de l'éducation nationale à l'intervenant ou la structure, publique ou privée, employant les intervenants concernés. Cette convention constitue le support juridique du partenariat.

La directrice/le directeur d'école conserve en sa possession un exemplaire de chacune des conventions de partenariat prévoyant la mise à disposition de personnels agréés. Il signale à l'IA-DASEN, sous couvert de l'IEN de circonscription, tout manquement ou tout incident dans l'exécution de la convention.

La bonne exécution de la convention est favorisée par un accompagnement des personnels enseignants et des directrices/directeurs d'école par les conseillères/les conseillers pédagogiques EPS et les IEN de circonscription.

**L’agrément :**

**Les professionnels réputés agréés**

L'agrément **est réputé** obtenu dès lors que l'intervenant est un **fonctionnaire** agissant dans le cadre de son statut (professeur des écoles, professeur certifié ou agrégé d'EPS, éducateur territorial des activités physiques et sportives, conseiller territorial des activités physiques et sportives), ou **un professionnel titulaire d'une carte professionnelle** en cours de validité délivrée par les services de la direction départementale de la cohésion sociale/de la protection des populations (DDCS/PP).

**Les professionnels devant faire une demande expresse d’agrément**

Les agents non titulaires non enseignants et les fonctionnaires dont les statuts particuliers ne prévoient pas l'encadrement d'une activité physique ou sportive, mais disposant d'une qualification répondant aux conditions prévues par l’article L. 212-1 du code du sport pour l’activité concernée peuvent être agréés sous réserve de répondre aux critères d’honorabilité par vérification du fichier judiciaire automatisé des auteurs d’infractions sexuelles ou violentes (FIJAISV).

Dans la convention doit figurer la liste des personnes agréées qui seront amenées à intervenir dans le cadre des activités concernées. Elle est mise à jour au moins annuellement ***VOIR ANNEXE 1.***

**Attention :** Pour les intervenants devant faire une demande expresse d’agrément et pour lesquels l’interrogation du FIJAISV par les services de l'éducation nationale est obligatoire, ***VOIR ANNEXE 2.***

**ENTRE**  **ET**

*(maire, président d’association, etc..., à préciser)* l'inspecteur/l’inspectrice de l'éducation nationale

en charge du 1er degré représentant l’IA-DASEN

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Il a été convenu ce qui suit :**

**Article 1 : Définition de la ou des activités concernées :**

*A renseigner. APS enseignée(s) dans ce cadre de partenariat (sauf natation, danse et arts du cirque).*

**Article 2 :** **L'activité ou les activités sera/seront mise(s) en œuvre conformément aux grandes orientations définies dans le projet pédagogique de l’école ou des écoles suivantes :**

*A renseigner. L’école concernée ou toutes les écoles élémentaires de la ville de … ou de la circonscription de …..*

**Article 3 : Objectifs et modalités du partenariat**

|  |
| --- |
| **Objectifs du partenariat** |
| *A renseigner.*  *Exemples généraux et/ou propositions qui peuvent être enrichies si nécessaire :*  *🞟 Pourvoir à une meilleure efficacité pédagogique au service de la réussite de tous les élèves.*  *🞟 Favoriser l’acquisition des compétences et des attendus fixés par les textes officiels (B.O.).*  *🞟 S’inscrire dans le parcours de formation équilibré et progressif de l’élève.*  *🞟 Ouvrir l’école sur son environnement économique, culturel et/ou patrimonial.*  *🞟 Mutualiser les compétences de chacun, par l’éclairage technique de l’intervenant et par la pédagogie polyvalente de l’enseignant en s’appuyant sur les valeurs de l’école.*  *🞟 …* |
| **Eléments du ou des projets d'école**  **dans le cadre duquel/desquels s'inscrit le partenariat** |
| *A renseigner.* |

|  |
| --- |
| **Obligations et responsabilités de chaque partie** |
| *Le directeur/La directrice d'école* |
| Il/elle veille à ce que soit remis aux intervenants(es) un exemplaire du projet pédagogique concernant l'activité à laquelle ils apporteront leur concours ainsi qu'une copie du règlement intérieur de l'école.  Il/elle informe les enseignants de la nécessité de lui faire part de toute difficulté survenue au cours d'une intervention et rappelle l'obligation d'interrompre toute intervention qui ne serait pas conforme au bon déroulement du service public de l'éducation.  Enfin, il/elle fait part à l'IA-DASEN, sous couvert de l'IEN de circonscription, de tout manquement ou de tout incident ayant eu lieu au cours de l'intervention. |
| *L’enseignant(e)* |
| Il/elle définit le projet pédagogique dans le cadre du projet d'école.  L'activité physique ou sportive, qu'elle se déroule dans le cadre des horaires obligatoires ou d'une activité facultative, est placée sous la responsabilité pédagogique de l'enseignant.  Il/elle présente à l'intervenant(e) le projet pédagogique de l'activité pour laquelle il/elle est sollicité(e) et le règlement intérieur de l'école.  La responsabilité pédagogique de l'enseignant/l’enseignante l’autorise à interrompre toute intervention dérogeant aux modalités fixées. |
| *L’intervenant(e)* |
| Il/elle adopte une attitude compatible avec le bon fonctionnement du service public de l'éducation.  Il/elle respecte les modalités d'intervention fixées dans le projet pédagogique concerné.  Il/elle respecte le règlement intérieur de l’école. |
| *L’éducation nationale* |
| L’Education nationale conserve la possibilité d'interrompre toute collaboration avec un intervenant/une intervenante mis(e) à disposition par le partenaire dont le comportement est incompatible avec le bon déroulement du service public de l'éducation. |
| *La structure partenaire* |
| La structure partenaire s’engage à vérifier la qualification et l'honorabilité des intervenants(es) mis à disposition (titulaires de carte professionnelle ou fonctionnaires territoriaux). |

**Article 4 : Conditions générales de concertation et d’organisation préalables à la mise en œuvre des activités :**

Réunion de concertation, de présentation du projet pédagogique - Période : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Les conditions d'organisation (lieux, classes, groupes, responsabilités) seront conformes aux "éléments du projet d'école précisant la participation des intervenants extérieurs".

**Rôle du ou des intervenants extérieurs :**

Organisation habituelle :

**1.** La classe fonctionne en un seul groupe

**Rôle de l'enseignant(e) :** L'enseignant(e) assure, non seulement l'organisation pédagogique de la séance, mais également le contrôle effectif de son déroulement.

**Rôle du ou des intervenants(es) :** Tout en confortant les apprentissages conduits par l'enseignant(e) de la classe, il/elle apporte un éclairage technique ou une autre forme d'approche enrichissant l'enseignement.

Organisations exceptionnelles :

**2.** Les élèves sont répartis en groupes dispersés, encadrés par des intervenants(es) extérieurs(es) et l'enseignant(e) n'a en charge aucun groupe particulier

**Rôle de l'enseignant(e) :** Idem que précédemment. Le contrôle sera adapté aux caractéristiques du site et à la nature de l'activité. Sauf impossibilité matérielle, l'enseignant(e) procède au contrôle successif du déroulement de la séance dans les différents groupes et à la coordination de l'ensemble.

**Rôle du ou des intervenants(es) :** Prise en charge d'un groupe avec éclairage technique ou autre forme d'approche enrichissant l'enseignement. Dans ce cadre, il appartient à l’intervenant(e) de prendre les mesures urgentes qui s’imposent, dans le cadre de l’organisation générale arrêtée par l’enseignant(e) pour assurer la sécurité des élèves.

**3.** Les élèves sont répartis en groupes dispersés encadrés par un ou des intervenants(es) extérieurs(es) et l'enseignant(e) a en charge directement l'un des groupes (pendant tout ou partie de la séance) :

**Rôle de l'enseignant(e) :** Prise en charge d'un groupe. Son action consiste à définir préalablement l'organisation générale de l'activité avec une répartition précise des tâches et à procéder a posteriori à son évaluation.

**Rôle du ou des intervenants(es) :** Prise en charge d'un groupe avec éclairage technique ou autre forme d'approche enrichissant l'enseignement. Dans ce cadre, il appartient à l’intervenant(e) de prendre les mesures urgentes qui s’imposent, dans le cadre de l’organisation générale arrêtée par l’enseignant(e) pour assurer la sécurité des élèves.

Dans ces trois situations, l’enseignant(e) s’assure que les intervenants respectent les conditions d’organisation générale déterminées initialement et plus particulièrement les conditions de sécurité des élèves. En cas de situation mettant en cause sérieusement la qualité de la séance ou la sécurité des élèves, le maître suspend ou interrompt immédiatement l’intervention.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Organisation (s) retenue (s)**  *(cocher sous la ou les cases)* | **1** | **2** | **3** |
|  |  |  |

**Article 5 : Modalités d'intervention (fréquence, durée, lieux, conditions). Joindre un planning.**

Période(s) d'intervention :

A/ Cas d’interventions sur plusieurs classes durant l’année.

*Cocher les cases des périodes d’intervention prévues.*

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Sept. | Oct. | Nov. | Déc. | Janv. | Fév. | Mars | Avril | Mai | Juin |
| 1ère semaine |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 2ème semaine |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 3ème semaine |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 4ème semaine |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

B/ Autres situations.

Indiquer les début et fin d’intervention, niveau(x) et classe(s) concerné(s) et annexer le projet pédagogique.

*A renseigner.*

Fréquence des interventions :

*Préciser jour et heure d'intervention par classe.*

Durée des séances :

*A renseigner.*

Lieu(x) : *Lister l'ensemble des lieux possibles de fréquentation.*

Encadrement : *Le rapport entre le nombre d’enfants et celui des adultes qui les encadrent est fixé en fonction de l’activité pratiquée et du lieu utilisé (cf circulaire n°2017-116 du 6-10-2017)*

*A renseigner.*

**Modalités en cas d'absence :**

Absence de l'intervenant/l’intervenante :

🞟 l'intervenant/l’intervenante ou la structure partenaire prévient l’école au plus tôt.

🞟 l’enseignant(e) assure la continuité du projet pédagogique. Dans la mesure du possible il a accès aux installations et au matériel.

Absence de l'enseignant(e) :

🞟 l’enseignant(e) est remplacé(e) : le maître chargé du remplacement se substitue au maître ordinaire de la classe.

🞟 l’enseignant(e) n’est pas remplacé(e) : l’activité est annulée. En aucun cas, l’intervenant(e) ne peut prendre seul en charge la classe.

🞟 l’école prévient la structure partenaire au plus tôt.

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Avis des directeurs/des directrices pour un projet concernant plusieurs écoles** | | | | | | |
| **ECOLE** | **Avis** | **Nom et signature** |  | **ECOLE** | **Avis** | **Nom et signature** |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

Ou

|  |
| --- |
| **Avis du directeur/de la directrice d'école pour un projet spécifique à l’école** |
| Avis du directeur/de la directrice d’école :  Nom, date et signature : Favorable Défavorable |

|  |
| --- |
| **Le représentant de la structure partenaire (maire, président d’association…** *à préciser***) :**  Nom : Prénom : Ville :  Qualité :  Le / /20 Signature : |

|  |
| --- |
| **Décision de l’IEN** **en charge du 1er degré représentant l’IA-DASEN :** |
| Nom, date et signature : Favorable Défavorable |

**ANNEXE 1 : Liste des intervenants professionnels**

La liste des personnes agréées amenées à intervenir dans le cadre de la convention et des activités concernées est mise à jour **au moins annuellement.**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nom de naissance** | **Nom d’usage** | **Prénom** | **Date de naissance** | **N° carte professionnelle** | **Date de fin de validité**  **de la carte professionnelle** | **ETAPS / CTAPS**  **(arrêté de titularisation)** |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |

ANNEXE A SIGNER TOUS LES ANS OU DES QU’UNE MODIFICATION EST APPORTEE

|  |
| --- |
| **Le représentant de la structure partenaire (maire, président d’association…** *à préciser***) :**  Nom : Prénom : Ville :  Qualité :  Le / /20 Signature : |

|  |
| --- |
| **Décision de l’IEN** **en charge du 1er degré représentant l’IA-DASEN :** |
| Nom, date et signature : Favorable Défavorable |

**ANNEXE 2 Formulaire de demande expresse d’agrément pour les intervenants professionnels non réputés agréés**

**Peuvent être sollicités en tant que professionnels :**

Les fonctionnaires dont les statuts particuliers ne prévoient pas l'encadrement d'une activité physique ou sportive mais justifiant d'une qualification leur ouvrant droit à encadrer, animer ou enseigner une activité physique ou sportive contre rémunération conformément à l'article L. 212-1 du code du sport.

et/ou

Les agents publics non titulaires non enseignants mais justifiant d'une qualification leur ouvrant droit à encadrer, animer ou enseigner une activité physique ou sportive contre rémunération conformément à l'article L. 212-1 du code du sport.

|  |  |
| --- | --- |
| - **disposer d'une qualification répondant aux conditions prévues par l'article L. 212-1 du code du sport (diplômes, titres à finalité professionnelle et certificats de qualification figurant au tableau présenté en annexe II-1 de l'article. A. 212-1 du code du sport et au tableau annexé à l'arrêté du 22 janvier 2016 fixant la liste des diplômes acquis jusqu'au 31 décembre 2015)** | **- être détenteur d'une certification délivrée par une fédération sportive agréée prévue à l'article L. 211-2 du code du sport ;** |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nom d’usage / nom de naissance**  **et 1er prénom** | **Date, commune, département, pays de naissance** | **Adresse, téléphone, courriel** | **Qualification**  **(si carte professionnelle, numéro et date de fin de validité)** | **Fonctionnaire** | **Agent public non titulaire** | **Honorabilité (réservé DSDEN)** |
|  |  |  |  |  |  |  |

**APS concerné(e)s :**

**Ecole(s) d’intervention :**

Avis du directeur/de la directrice d’école :

Nom, date et signature :

Favorable Défavorable

Avis de l’IEN :

Nom, date et signature : Favorable Défavorable

Décision du directeur académique des services de l’éducation nationale :

Nom, date et signature :

Favorable Défavorable